

ASSEMBLÉE NATIONALE

18 octobre 2024

PLFSS POUR 2025 - (N° 325)

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**

N ° CF124

présenté par

Mme Leboucher, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiroir, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 11

Supprimer la dernière colonne du tableau de l'alinéa 2.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe LFI-NFP dénonce l'insincérité des prévisions budgétaires du Gouvernement.

Cet article présente le tableau d'équilibre de la Sécurité sociale, en le détaillant par branche. Il nous apprend pourtant peu de choses, si ce n'est que le Gouvernement mène la Sécurité sociale dans le mur.

Ce tableau présente une version falsifiée des soldes de chaque branche en ne tenant pas compte des ressources dont elles sont injustement privées et qui vont à la CADES.

Il repose aussi sur des hypothèses budgétaires irréalistes. Les recettes devraient évoluer selon une progression de la masse salariale de 2,8 %, une hypothèse que le Haut Conseil des Finances Publiques juge « un peu optimiste ».

Le Gouvernement prépare une cure d'austérité « à la grecque » et prétend pourtant pouvoir établir des hypothèses budgétaires marquées par la stabilité. Rappelons que le PIB grec a diminué de 29 % après l'imposition de mesures d'austérité de grande ampleur.

En réalité, les 40 milliards de coupes budgétaires dans les finances publiques et sociales de ce Gouvernement auront pour effet le repli de l'activité économique, entraînant une spirale récessive.

Contre l'abandon des services publics et de la Sécurité sociale, donc contre l'austérité, le groupe LFI-NFP souhaite alerte sur l'insincérité des prévisions budgétaires ici présentées et sur les effets catastrophiques de l'austérité que le Gouvernement souhaite imposer.